

Verhofstadt dans la course à la présidence du Parlement

UNION EUROPÉENNE Le leader libéral s'est officiellement porté candidat ce vendredi

► La course d'obstacles s'annonce très incertaine.
► L'élection aura lieu le 17 janvier lors de la session plénière de l'hémicycle à Strasbourg.

Après avoir soufflé le chaud et le froid pendant plusieurs semaines, l'ancien Premier ministre belge, Guy Verhofstadt, a officialisé, vendredi, sa candidature à la présidence du Parlement européen (PE). L'eurodéputé, chef du groupe libéral ADLE depuis 2009, se présente comme l'alternative de choix face aux deux grands groupes politiques du PE, qui pensaient initialement se partager le mandat. « *Le Parlement européen a besoin d'une coalition nouvelle qui peut rassembler l'Europe en ces temps difficiles* », a-t-il expliqué au *Soir*, vendredi.

Le Belge a d'abord tenté d'engranger des soutiens en coulisses. Il sait que les socialistes du S&D, qui perdent de facto la mainmise sur la présidence du PE avec le départ de Martin Schulz, refusent de voir un conservateur du PPE à la tête des trois institutions européennes (Jean-Claude Juncker à la Commission et Donald Tusk au Conseil européen), malgré leurs promesses de début de mandat.

Le PPE est la première force politique du Parlement et devrait probablement compter sur le soutien des conservateurs du CRE, au dernier tour de vote. Mais le candidat du PPE, l'Italien Antonio Tajani, ne fait pas

rêver la gauche. Vu comme un orthodoxe sur le plan économique, il est également mis en cause dans le scandale Dieselgate en tant qu'ancien commissaire à l'Industrie dans la Commission Barroso. En raison des rapports de force, les chances de voir le candidat du S&D, Gianni Pittella l'emporter face à son compatriote sont assez minces.

Appel du pied

Guy Verhofstadt a donc tenté de jouer sur cette corde, en faisant un appel du pied à Pittella pour qu'il se rallie à sa cause. Mais ce dernier a démenti jeudi vouloir passer un tel accord avec l'ADLE. En décembre, nous a expliqué en substance l'eurodéputée socialiste Marie Arena, le chef de file S&D a bien lancé un tel ballon d'essai au sein du groupe, mais l'ensemble des délégations nationales ont refusé.

Pittella a impressionné sa famille politique en affirmant haut et fort que sa candidature marquerait définitivement une rupture avec la grande coalition S&D et PPE. Le président sortant du PE, le socialiste Martin Schulz, est « *un ami de Jean-Claude Juncker* (le président de la Commission, NDLR), *il a toujours endossé le costume de la grande coalition* », poursuit Marie Arena.

L'Allemand se voyait comme le garant de cette coalition, capable de contenir les dissidences socialistes. Son style irritait au sein de sa propre famille politique, par exemple lorsqu'il n'hésitait pas à tordre les règles internes du PE pour protéger Juncker d'une commission d'enquête sur le scandale LuxLeaks. L'ADLE soutenait de manière assez naturelle la grande coalition, mais

était laissée en dehors des discussions stratégiques. Elle n'était pas conviée aux rendez-vous du « G5 », où se réunissaient Pittella, Schulz, Juncker, son vice-président Frans Timmermans et le chef de file PPE, Manfred Weber, pour définir l'agenda politique et garantir l'adoption, par les élus, de législations clés.

Guy Verhofstadt nous a dit vouloir « *une coalition plus*

large ». La semaine prochaine, son groupe rencontrera les Verts, la gauche radicale (GUE/NGL) et le CRE, afin d'explorer la possibilité de soutenir un candidat commun, bien que chacune de ces forces politiques ait son propre poulain.

Cumul de mandats

Obtenir les voix des élus CRE, majoritairement britanniques, semble difficile, puisque Guy Verhofstadt n'a jamais caché ses ambitions fédéralistes pour l'UE. Pour le Belge Philippe Lamberts, président du groupe écologiste, le libéral devra par ailleurs s'engager à abandonner ses activités rémunérées dans le privé. Guy Verhofstadt figure dans le top 3 des eurodéputés qui cumulent le plus de mandats à l'extérieur de l'institution européenne pour sa place aux conseils d'administration de plusieurs sociétés, notamment Exmar et Sofina. Guy Verhofstadt a dit au *Soir* que « *oui, naturellement* », il était prêt à abandonner ses activités

« Le Parlement a besoin d'une coalition nouvelle »

qui peut rassembler l'Europe »

GUY VERHOFSTADT, AU « *SOIR* »

dans le privé. Sa chance est que Pittella hésite à donner les garanties demandées par les écologistes : prouver l'éclatement de la grande coalition en votant contre le Ceta, l'accord commercial UE-Canada, en février prochain.

A ce stade, le vote s'annonce assez chaotique, aucun groupe n'ayant la majorité requise de 376 voix. Et l'ADLE étant la quatrième force politique avec 68 députés, il lui faudrait, pour gagner, grappiller un nombre conséquent de voix PPE et S&D. Mais les dissidences s'annoncent rares au sein de ces deux familles.

Le Belge pourrait peut-être offrir comme monnaie d'échange le poste de coordinateur du PE sur le Brexit, qui lui avait été confié et qui ne serait probablement pas laissé à sa famille politique s'il était élu président, ce qui est loin d'être gagné. Tous les postes clés seront en effet rouverts, vice-présidences et présidences de commissions parlementaires. Mais Verhofstadt dit à ce stade ne pas vouloir préjuger de ce qu'il en adviendra.

La rumeur dit que Schulz serait prêt à une dernière intervention avant son départ en faveur d'un candidat capable de faire le pont entre ces deux groupes, soit Guy Verhofstadt. Mais du côté du PE, on assure qu'il n'y aura pas d'ingérence de la part de Schulz dans la course à sa succession. ■

ELODIE LAMER

Les candidats à la présidence du Parlement européen

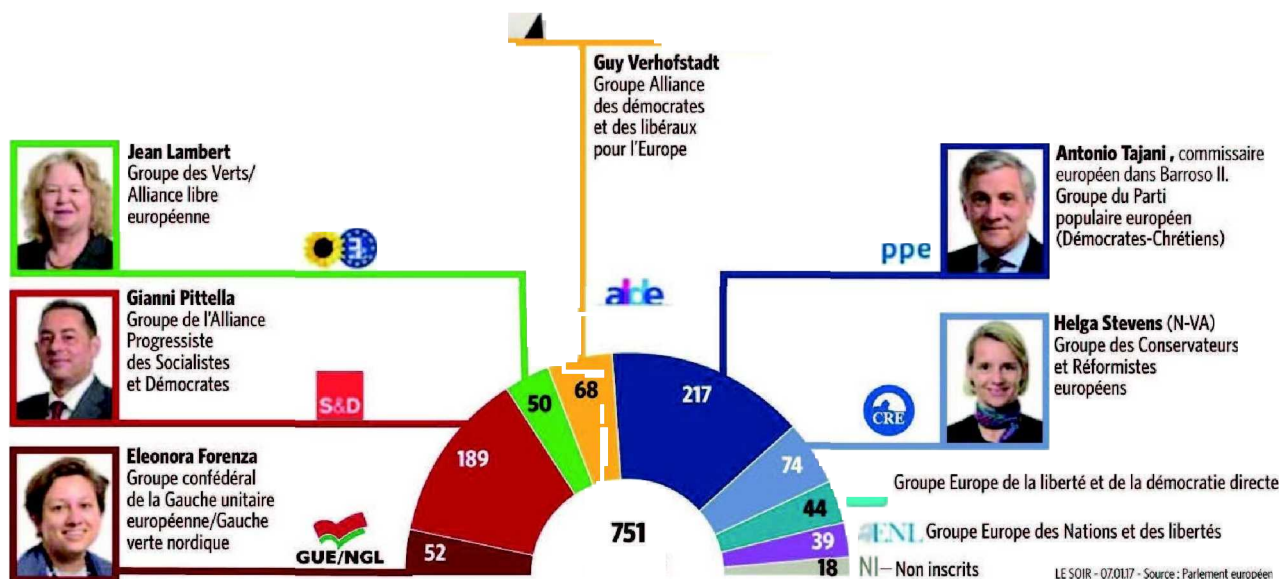
Jean Lambert est membre du Parti vert de l'Angleterre et du pays de Galles. Elle siège depuis 1999 au Parlement européen où elle est notamment membre de la commission de l'Emploi et des affaires sociales depuis 1999.

Gianni Pittella. Ancien médecin dans le secteur privé, il a rejoint les rangs socialistes en Italie en 1980. Membre du Parlement européen depuis 1999, il a été élu chef du groupe S&D lors de cette législature.

Eleonora Forenza. Membre de la Refondation communiste, la candidate de la gauche radicale est la troisième Italienne à se présenter à la présidence du Parlement. Elle plaide aussi pour une fin de la « grande coalition ».

Antonio Tajani. Son élection est le scénario le plus probable, si on s'en tient au poids politique de son groupe, premier de l'hémicycle. Il est actuellement vice-président du Parlement.

Helga Stevens
La Belge (N-VA) est la candidate du groupe CRE. Elle a rejoint le Parlement européen en 2014 après avoir longtemps été consultante en affaires européennes.



grande coalition La fin d'un hémicycle aseptisé ?

Le départ de Martin Schulz de la présidence du Parlement européen (PE) va profondément bousculer la dynamique politique de l'institution. Les élus socialistes du groupe S&D ont, pour la plupart, accueilli avec satisfaction la promesse de leur candidat à la présidence, Gianni Pittella, de rompre la « grande coalition » mise en place depuis 2014 avec les conservateurs du PPE. L'Italien a voulu marquer davantage la rupture, vendredi. Il a appelé le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, à venir s'expliquer devant les eurodéputés sur les révélations récentes du *Guardian* sur son rôle dans les négociations de textes fiscaux européens lorsqu'il dirigeait le Luxembourg. Un tabou

qui n'avait jamais été brisé jusqu'ici par le leadership socialiste. Pendant son mandat, Martin Schulz s'affairait en effet en coulisses pour ménager la chèvre et le chou en intervenant auprès du groupe socialiste dès que nécessaire. Et il a plus d'une fois tenté de protéger Juncker du spectre d'un procès public des eurodéputés, faisant peu de cas des appels en ce sens au sein de son institution.

« La grande coalition ne nous a apporté que de la stagnation »,

a également dit au *Soir* Guy Verhofstadt, candidat libéral à la présidence du PE. Dans son manifeste publié vendredi, il déplore le fait que le Parlement européen soit souvent réduit à un rôle de suiveur de la Commission et du Conseil (cénacle des Etats membres).

« Joués d'avance »

« On a eu le sentiment que beaucoup de textes législatifs étaient joués d'avance », explique Charles de Marcilly, responsable du bureau de Bruxelles de la Fondation Robert Schuman. Qui nuance tout de même : dans certains cas, les élus du PE ont dû assouplir leurs positions parce que l'actualité difficile les y contraignait. C'est notamment le cas du PNR européen, le texte sur le stockage des données des passagers aériens, dont l'adoption a été accélérée après les attentats terroristes. Et les positions les plus fortes ont souvent été prises sur les dossiers où le PE avait finalement peu de pouvoir, par exemple dans le domaine des affaires étrangères.

Mais pour Charles de Marcilly, il ne faut pas craindre qu'un

éclatement de la grande coalition conduise à un blocage des textes législatifs dans le futur. « Cela peut surtout donner un coup de fouet » et ramener « de la politique dans un Parlement aseptisé », selon lui.

« Cela peut devenir un vrai défi s'il n'y a pas de majorité robuste et que le Parlement devient dysfonctionnel », tempère de son côté Guntram Wolff, directeur de l'influent think tank Bruegel.

Si la majorité ne repose plus sur les forces socialistes et bascule davantage à droite, cela se reflétera dans les textes législatifs négociés au PE, poursuit-il. Les socialistes prennent donc le risque de perdre de l'influence, alors qu'ils cherchent justement à en gagner. ■

E. Lr